

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 21/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DES MISTANDINES

22 rue de Palestro
75002 PARIS 02

Références : VAT20220643
Code AIOT : 0010011876

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2022 dans l'établissement PARC EOLIEN DES MISTANDINES implanté Les Mistandines 18500 STE THORETTE. L'inspection a été annoncée le 12/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DES MISTANDINES
- Les Mistandines 18500 STE THORETTE
- Code AIOT : 0010011876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Le parc éolien des Mistandines est composé de 4 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 2,5 MW et d'un poste de livraison.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en oeuvre de la maintenance
- Gestion de la formation et des situations d'urgence
- Suivi du bridage du parc

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Sans objet
3	balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet
6	formation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
8	tests arrêts et installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
10	contrôles visuels pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	/	Sans objet
11	systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III	/	Sans objet
14	consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
15	moyens d'alerte	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet
19	Plan de fonctionnement des aérogénérateurs lié à la protection des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	chemins d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
4	accès aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
5	prescriptions tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	intérieur aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
9	contrôles brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	/	Sans objet
12	registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
13	déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
16	extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
17	détection glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	/	Sans objet
18	Plan de fonctionnement des aérogénérateurs lié à la protection des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : chemins d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Vu les chemins d'accès et abords des éoliennes E1 et E2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : La portée du contrôle réalisée par SOCOTEC (exclusion de la zone transformateur au pied des aérogénérateurs) doit être justifiée au regard de la conformité des installations vis-à-vis de la mise à la terre.
Observations : Vu le dernier rapport de contrôle de conformité de la société SOCOTEC n°EN2G0/22/6661 du 05/08/2022 pour les contrôles périodiques de conformité électrique du parc (et notamment contrôles de mise à la terre des installations) réalisés le 27/07/2022. Le rapport indique qu'une partie de l'installation (salle transformateur au pied des aérogénérateurs) n'a pas été contrôlée. D'après l'exploitant, cette zone est hors champ de contrôle. Une demande d'éclaircissement à SOCOTEC est à prévoir. L'inspection retient que le suivi des écarts suite aux contrôles électriques est réalisé trimestriellement entre l'exploitant et la société de maintenance via le tableau de suivi dans leur logiciel Action_Log. Cependant, ce suivi ne permet pas de tracer la bonne réalisation des remises en conformité (exemple avec l'écart relevé en 2021 sur le bouton d'arrêt d'urgence endommagé qui est de nouveau relevé lors du contrôle électrique 2022).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Le balisage diurne de l'aérogénérateur n°3 était hors-service le jour de l'inspection.
Observations : L'exploitant a identifié cet écart. Les services de la DGAC et de l'Armée ont été informés de la situation en date du 16/06/2022 Il indique être dans l'attente d'un retour de ses fournisseurs pour engager le remplacement du balisage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : accès aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Vu l'accès verrouillé pour les éoliennes E1 et E3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : prescriptions tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Vu le panneau et les informations attendues au niveau du chemin d'accès des éoliennes E1 et E3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. « La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant n'a pas procédé à des exercices d'entraînements sur le site pour s'entraîner aux procédures à suivre en cas d'urgence.
Observations : L'exploitant demande une attestation sur l'honneur pour un pack formation qu'il a défini (vu Attestation Honneur formation WPO 2022) pour chaque intervenant avant d'entrer sur l'installation. La prise en compte du Plan de Prévention pour chaque intervenant est également exigée avant chaque entrée sur l'installation. Vu le Plan de Prévention signé par le représentant de SOCOTEC le 06/12/2021. Vu, dans l'attestation SOCOTEC de prise en compte du pack formation, le personnel ayant réalisé les contrôles électriques en juillet 2022. Des exercices sont réalisés en centre de formation pour l'évacuation de personne en situations d'urgence rencontrées sur l'exploitation (travail en hauteur, incendie, ...). Cependant, aucun exercice d'entraînement n'a été réalisé sur le parc. L'exploitant a sollicité le GRIMP qui a demandé à reporter la réalisation d'un exercice pour 2026. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il peut engager des exercices en interne sans nécessairement associer le SDIS ou le GRIMP afin de tester et valider ces procédures d'intervention ; une programmation d'un exercice en 2026 apparaît trop lointain pour tester les consignes et formation du personnel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : intérieur aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Vu l'intérieur des éoliennes E1 et E3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : tests arrêts et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>« Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats : L'exploitant doit se rapprocher de son maintenancier pour expliquer la présence de certaines parties non cochées dans le compte-rendu des interventions réalisées en 2021 sur l'éolienne E2 - rapport de maintenance K0801_026162_EN_FR du 04/06/2021.</p> <p>L'exploitant n'a pas fait procéder au contrôle de l'ensemble des installations électriques par un organisme compétent.</p>
<p>Observations : Vu le rapport de maintenance "Test fonctionnel des dispositifs de sécurité" pour l'éolienne E2 (81596) présentant les résultats des différents tests d'arrêt d'urgence réalisés le 04/08/2021. L'exploitant a également présenté le rapport 2022 (maintenance réalisée en juillet 2022).</p> <p>Concernant le rapport 2021 pour l'éolienne E2, l'exploitant doit se rapprocher de son maintenancier pour expliquer la présence de certaines parties non cochées (par exemple la partie 5.11 concernant les contrôles sur la nacelle) pour la périodicité attendue (T4 - tous les 5 ans).</p> <p>Vu le dernier rapport de contrôle de conformité de la société SOCOTEC n°EN2G0/22/6661 du 05/08/2022 pour les contrôles périodiques de conformité électrique du parc (et notamment contrôles de mise à la terre des installations) réalisés le 27/07/2022.</p> <p>Le rapport indique : <i>"En l'absence d'autorisation de coupure totale des installations électriques par le chef d'établissement ou son représentant, et en l'absence d'accompagnement pour la réalisation de la mission, l'ouverture des plastrons des armoires électriques n'a pas été réalisée. En conséquence, les essais des dispositifs différentiels à courant résiduels ainsi que l'examen visuel de l'intérieur des armoires électriques n'ont pas été effectués. La vérification des cellules haute tension, faute de personnel accompagnant habilité à la manoeuvre, s'est limitée à un examen visuel extérieur."</i></p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : contrôles brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Vu le rapport de contrôle REPO_MAIN_NORDEX_WPO_2021(Maintenance 10ans_WTG 2 NX 81597) pour les contrôles réalisés en 2021 sur l'éolienne E2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : contrôles visuels pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant réalise les contrôles attendus. Le traitement des défauts identifiés lors de ces contrôles est perfectible et les rapports doivent être traduits en français.
Observations : Vu le compte-rendu des contrôle réalisées en mai 2022 dans le rapport Blade Inspection Report - 81597 - IR0006838 (pour rappel, les documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées doivent être proposés en français).
L'exploitant suit le traitement des écarts identifiés avec le service spécialisé du fabricant des aérogénérateurs. L'inspection retient que le retour sur l'expertise réalisée par ce service n'est pas systématique.
A noter que l'écart identifié en p.7 du rapport 2022 sur la pale 1 de l'éolienne E2 a été classé critère 1 (critère de gravité faible du dommage observé sur une échelle de 1 à 5). Dans le rapport 2021, ce défaut avait été classé en critère 3 (critère 3 - risque de perturbation dans le fonctionnement normal si le défaut n'est pas réparé).
En lien avec la remarque ci-dessus, l'exploitant doit valider les critères proposés par son prestataire à l'issue des contrôles visuels réalisés sur les aérogénérateurs et définir une stratégie de traitement des écarts identifiés puis s'assurer du traitement effectif de ceux-ci.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'une liste de ses systèmes instrumentés de sécurité.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de détailler les contrôles associés au système instrumenté de sécurité "Anémomètre ultrasonique (AI) Anémomètre à coupelles (AI)" identifié en page 1/8 de sa liste.</p>
<p>Observations : Vu la liste des systèmes instrumentés de sécurité Liste SIS NDXFR_Service_ICPE_Système instrumentés de sécurité du 15/12/2020.</p> <p>Vu le rapport Test fonctionnel des dispositifs de sécurité à périodicité annuelle qui reprend les contrôles de certains SIS.</p> <p>L'exploitant doit préciser les contrôles réalisés annuellement sur les anémomètres. Notamment, il doit confirmer que les point 5.17 "Sensor test, doc. K0801_026181" permettent de tester ce SIS. Enfin, l'exploitant doit justifier l'absence de coche de ce contrôle pour le compte-rendu 2021 pour l'éolienne E2.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
Constats : pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'exploitant regroupe informatiquement l'ensemble des opérations de maintenance dans un outil informatique Action_Log avec un onglet spécifique suivi_maintenance pour chaque aérogénérateur. Ces documents sont également accessibles pour les équipes de maintenance. Vu également le planning avec le suivi des échéances de maintenance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La société Nordex gère les déchets avec présence d'une box qui accueille les déchets du parc au pied de l'éolienne E4. Cette société s'occupe de l'évacuation des déchets. L'exploitant gère les bordereaux via trackdéchét à compter de 2022. Vu les bordereaux de suivi des déchets évacués en janvier 2022. Pour rappel, le producteur du déchet reste l'exploitant du parc et la mention NORDEX en plus du "Parc de Mistandines" peut porter à confusion. Aucune trace de brûlage à l'air libre n'a été constaté au niveau des éoliennes E1 et E3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en oeuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
Constats : L'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des consignes appelées à l'article 22.
<p>Observations : Le plan de prévention intègre les attendus de l'article 22 concernant</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>En revanche, l'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des consignes de sécurité indiquant les mesures à mettre en oeuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations décrites à l'article 22 notamment tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : moyens d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : - de mettre en oeuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : L'exploitant n'a pas défini les mesures à engager pour le respect de l'article 23.
Observations : A ce jour, l'exploitant n'a pas défini d'organisation spécifique à compter d'une alarme relayant un fonctionnement anormal via le centre de pilotage de l'installation. L'exploitant indique avoir engagé une réflexion pour identifier les alarmes qui nécessiteraient la mise en œuvre de procédures permettant de garantir le respect des exigences de l'article 23.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Vu la présence des extincteurs en pied des éoliennes E1 et E3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : détection glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Vu la prise en compte du risque de formation de glace et la procédure associée dans le "plan de prévention".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Plan de fonctionnement des aérogénérateurs lié à la protection des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a) Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases de bridage deséoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle au niveau d'au moins un des aérogénérateurs du parc des Mistantines :- du 15 juin au 31 octobre inclus ;- et en cas de vitesse de vent inférieure à 6,5 m/s ;24- et en cas de température supérieure à 11 °C ;- et sur la nuit entière du coucher du soleil au lever du soleil ;le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès lors que les paramètres susmentionnés sont cumulativement rencontrés.L'exploitant peut-recourir à un module permettant de déterminer l'activité réelle des chauves-souris pendant la période d'application du bridage susvisée. Ce dispositif lui permet de faire fonctionner les machines du parc des Mistantines même si les critères de bridage susvisés sont réunis dans la mesure ou au moins 90 % des contacts de chauves-souris enregistrés sur une nuit sont préservés grâce à l'arrêt des machines.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Vu le bridage dans les conditions respectant les critères de l'article 2 issues du scada pour la nuit du 28/08/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Plan de fonctionnement des aérogénérateurs lié à la protection des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) L'exploitant établit la procédure à suivre en cas de découverte de cadavres d'espèces protégées ou d'une mortalité massive de chauves-souris prévoyant notamment :- la démarche à appliquer pour récupérer et transporter les cadavres ;- l'analyse des causes de la mortalité ;- l'information de l'inspection des installations classées.Cette procédure est communiquée au personnel intervenant sur le site.
Constats : La diffusion de la procédure en cas de découverte de cadavres d'espèces protégées n'est pas étendu à l'ensemble des intervenants.
Observations : L'exploitant dispose d'une procédure pour les découvertes de cadavres d'espèces protégées au niveau de son service HSE. Cependant, cette procédure n'est pas déclinée spécifiquement à l'ensemble du personnel intervenant sur son site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet